

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 23/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STVM Geoperformance

Parcelles 14,16,18,, 03, 04 section ZC
25110 Baume-les-Dames

Références : UID257090/SPR/LT/SB 2024 - 0823G
Code AIOT : 0100043948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2024 dans l'établissement STVM Geoperformance implanté Parcelles 14,16,18 section ZC 25110 Baume-les-Dames. L'inspection a été annoncée le 30 juillet 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la visite du 22 mars 2024, la société STVM Geoperformance a été mise en demeure par arrêtés préfectoraux du 21 mai 2024 et du 12 juin 2024. Les installations sont situées respectivement sur les parcelles 14-16-18 et 03-04 section ZC du plan cadastral de la commune de Baume-les-dames. Ces arrêtés portent sur la régularisation par la remise en état de l'exploitation irrégulière de deux stockages de mâchefers d'incinération de déchets non dangereux (MIDND). Ces installations, exploitées sans le titre requis, relèvent de la rubrique n°2760-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation.

Le présent rapport porte sur le site localisé au droit des parcelles 14-16-18 section ZC du plan cadastral. Cette prairie est en zone naturelle « N » sans indice du plan local d'urbanisme en vigueur de la commune de Baume-les-dames.

L'arrêté préfectoral du 21 mai 2024 a été notifié à l'exploitant le 27 mai 2024. Les points de contrôles portent sur les prescriptions dont les délais sont échus, soit les articles 2 et 3 relatifs à la

surveillance des eaux et aux mesures conservatoires. Une première visite de suivi de cet arrêté de mise en demeure a déjà été réalisée le 4 juillet 2024.

Le propriétaire a déposé une demande préalable au titre du Code de l'urbanisme le 11 juillet 2024 pour exhaussement du niveau naturel sur une hauteur supérieure à 2 mètres. Cette demande préalable a fait l'objet d'une décision d'opposition par l'autorité compétente le 24 juillet 2024.

Les points relatifs à la plateforme au droit des parcelles 03 et 04 section ZC (évacuation des déchets et production de l'étude) ont fait l'objet d'échanges qui sont rappelés synthétiquement au §2.3.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STVM Geoperformance
- Parcelles 14, 16, 18, 03, 04 section ZC 25110 Baume-les-Dames
- Code AIOT : 0100043948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STVM Geoperformance est spécialisée dans le traitement et recyclage des déchets de chantier ainsi que la valorisation des mâchefers d'incinération des déchets non dangereux (MIDND).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesure de surveillance des eaux	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	20 jours
2	Mesures conservatoires	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Réhabilitation du site	AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 12 août 2024 au droit des parcelles agricoles n°14, 16, 18 section ZC du plan cadastral de la commune de Baume-les-dames a permis de constater que :

- les mesures des eaux à l'exutoire de l'aquifère karstique ont été réalisées, leur analyse est en cours et les résultats sont attendus pour fin août-début septembre 2024.
- la mesure conservatoire en application de l'article L.171-7 du CE consistant au recouvrement par un matériau imperméable réversible a été réalisée partiellement (sur 80 % au moins de la surface).

L'exploitant s'est engagé à un recouvrement total avant mi-septembre 2024 après avoir confirmé, à l'appui de sondages, le périmètre d'enfouissement.

L'exploitant rendra compte des actions correctives à l'appui de justificatifs.
Considérant les actions déjà bien engagées, l'inspection ne propose pas pour le moment les suites prévues par les dispositions de l'article L.171-8 II du Code de l'environnement.

Observations - site « prairie »

L'inspection invite l'exploitant à débiter les démarches de réhabilitation du site conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Considérant l'absence d'usage avéré et d'autorisation au titre du Code de l'urbanisme, l'impossibilité de régularisation de l'ICPE relevant de la rubrique n°2760-2 de la nomenclature, la réhabilitation du site -comme prescrit à l'article 1^{er} de l'arrêté de mise en demeure - par excavation des mâchefers demeure l'unique solution.

Observations - site « plateforme »

Concernant le site dit « plateforme » au droit des parcelles 03 et 04 section ZC, l'étude démontrant l'innocuité environnementale après mise en place de l'enduit superficiel reste attendue selon les délais prescrits à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 juin 2024.

L'inspection invite l'exploitant à caractériser à l'appui de sondages les mâchefers en couche de forme de la plateforme. En effet, leurs caractéristiques physico-chimique sont susceptibles d'avoir évolué du fait d'un stockage pendant plusieurs mois en plein air et en l'absence de revêtement/couverture imperméable. Ce stockage exposé aux eaux météoriques, pour rappel, contrevenait aux dispositions du point 5 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011.

De même que les mâchefers qui ont été entreposés en plein air puis évacués sur la plateforme VERMOT TP à Flangebouche, les résultats de la caractérisation des déchets de balayage sont attendus pour valider leur gestion future.

L'inspection rappelle que le guide édité par le Sétra en mars 2011 "acceptabilité de matériaux alternatifs en technique routière - évaluation environnementale", dispose "

Dans le cadre de l'application de la démarche d'évaluation, il est demandé à ce que la dangerosité du déchet soit évaluée juste avant la phase d'élaboration du matériau alternatif. Ainsi, toute fraction non dangereuse issue d'une opération de traitement de déchets dangereux(9) - à l'exclusion de toute opération de stabilisation(10) - est considérée comme un déchet non-dangereux dans le cadre du présent guide méthodologique. D'une manière générale, il est interdit de procéder à une opération de stabilisation, une dilution ou à un mélange de déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'acceptabilité définis dans le présent guide méthodologique".

Aussi, la caractérisation des déchets de balayage est à réaliser avant toute opération de dilution et/ou de stabilisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure de surveillance des eaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : « Une surveillance au niveau de la source à l'exutoire du bassin versant des parcelles susvisées est mise en place à compter de la notification du présent arrêté jusqu'à 3 mois après l'enlèvement des mâchefers du site. Elle consiste en : - un prélèvement et une analyse à fréquence mensuelle par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement a minima des paramètres listés aux tableaux 1 et 2 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 susvisé. Cette liste de paramètres peut être élargie à l'initiative de l'exploitant

<p>ou sur demande de l'inspection des installations classées ;</p> <p>- les résultats d'analyses sont comparés aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs seuil de qualité des eaux, valeurs du SDAGE....) et accompagnés des commentaires du laboratoire de contrôle et de l'exploitant. Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur.</p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent arrêté, les analyse et les interprète. Dans le cas où les résultats sont non conformes aux valeurs de référence, il prend immédiatement les mesures de gestion correctives adaptées et alerte l'inspection des installations classées. Les résultats analytiques de cette surveillance et l'examen fait par l'exploitant sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contexte hydrogéologique local est marqué par la présence de formations calcaires qui forment un aquifère à dominante sédimentaire karstique.</p> <p>Le bassin versant est celui de la Fourbanne.</p> <p>Le prélèvement au niveau de la source de la Fourbanne a été réalisé par le bureau d'études Sciences Environnement le jeudi 8 août 2024.</p> <p>Les prélèvements ont été confiés au laboratoire CARSO à Lyon à des fins d'analyses.</p> <p>Ce laboratoire est agréé par le ministère de l'environnement.</p> <p>Les résultats sont attendus au plus tard sous 2 à 3 semaines après le prélèvement soit fin août/début septembre 2024.</p> <p>Une mesure sous 1 mois sera à renouveler.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats <u>commentés</u> dès réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 20 jours</p>

N° 2 : Mesures conservatoires

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« En application du troisième alinéa du premier point de l'article L.171-7 du Code de l'environnement, les mesures conservatoires suivantes sont respectées par la société STVM Geoperformance :</p> <p>- la société STVM Geoperformance fait procéder à ses frais et dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, à un repérage par géomètre et à l'appui de sondages de l'emprise des enfouissements de mâchefers ;</p> <p>- la société STVM Geoperformance fait procéder dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté sur l'emprise des enfouissements de mâchefers recensée ci-avant augmentée d'une distance de 10 mètres à un recouvrement par un matériau imperméable réversible jusqu'à la fin des travaux d'excavation. »</p>

Constats :

Après nivellement des terres, une bâche a été mise en place la semaine du 5 au 9 août 2024. Cette couverture imperméable se compose de bandes de 1 mètre de large avec un recouvrement entre chacune sur 20 cm. Les bandes ont été attachées entre elles avec du ruban adhésif. Des dépôts de terres sont répartis ponctuellement sur l'ensemble du site pour éviter son envol.

Des sondages à la pelleuse sur les 30 premiers centimètres ont été réalisés sur la périphérie Ouest. Ces sondages permettent de confirmer l'absence de mâchefers et donc du bon positionnement de la bâche.

L'exploitant a déclaré que la couverture devra être complétée sur une bande de 1 à 2 mètres de large sur la périphérie nord en dévers ainsi que sur quelques mètres sur le côté Est et au niveau du chemin côté Sud.

Les sondages préalables permettront de confirmer le périmètre de couverture.

Une clôture provisoire a été mise en place à l'extérieur de ce périmètre pour éviter tout piétinement par les moutons en pâturage sur les parcelles voisines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant réalise les sondages complémentaires pour finaliser la détermination du périmètre d'enfouissement des mâchefers.

Des photographies géolocalisées des sondages complémentaires seront utilement produites et transmises pour justifier ce périmètre.

Ce périmètre sera relevé par exemple à l'aide d'un GPS.

Les justifications de la finalisation de la couverture sur l'ensemble du périmètre relevé seront également transmises.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Réhabilitation du site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux

Prescription contrôlée :

« [...] - Dossier : la société STVM Geoperformance adresse, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées un dossier comportant :

- une présentation des conditions d'extraction des déchets découverts, en prenant en particulier en compte les conditions de séparation des terres non souillées par des déchets et le risque de lessivage, lixiviation pendant les phases de travaux d'excavation et d'entreposage temporaire avant évacuation des déchets ;

- les propositions des filières d'élimination et/ou de valorisation autorisées pour ces mâchefers à retirer, ces propositions prenant en compte la hiérarchie des modes de traitement des déchets et le principe de proximité géographique prévus à l'article L.541-1 du Code de l'environnement.

Constats :

Ce site en prairie n'a aucune utilité avérée.

Aussi, au regard des délais prescrits par mise en demeure, la société STVM Geoperformance doit dans un premier temps présenter une solution d'excavation des déchets enfouis incluant un planning des phases de travaux et des propositions de filières d'élimination/valorisation des mâchefers après caractérisation.

P.S : Une réunion en mairie de Baume-les-dames avec le service instructeur urbanisme a été évoquée pour début septembre 2024. En effet, la demande préalable (DP) au titre du Code de l'urbanisme relative aux travaux d'exhaussement de sols par les mâchefers en zone naturelle du PLU a été refusée. Cette DP a été déposée le 11 juillet 2024.

Cette décision confirme la position d'excavation des déchets de mâchefers qui ne peuvent pas être valorisés ou stockés sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

Photographies prise lors de la visite du 12 août 2024

Zone recouverte



Périphérie Nord non encore recouverte

